

CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3868 - MERCREDI 11 NOVEMBRE 2020

## INONDATIONS DANS LA LIKOUALA

## Le PAM mobilise plus de 500 millions FCFA

Le Programme alimentaire mondial (PAM) vient de disponibiliser, en faveur du Congo, un financement à hauteur de 555 millions de francs CFA pour les premières distributions d'urgence destinées aux populations victimes des inondations dans le département de la Likouala.

« Le financement, issu de fonds propres du PAM, permettra d'organiser une première assistance, à la fois en vivres et en transferts monétaires, auprès de 35000 personnes affectées », indique le communiqué de presse de l'agence onusienne, publié le 9 novembre à Brazzaville.

Page 5



Des habitations inondées

## COMMERCE

## Les vendeurs de friperie en difficulté



Les ballots de vêtements, de chaussures et autres articles deviennent rares sur le marché congolais, à cause de la fermeture des frontières suite à la pandémie du coronavirus. Les prix ont augmenté et les vendeurs sont aux abois. « Auparavant, nous faisons des cotisations avec des collègues pour acheminer des ballots de Pointe-Noire à Brazzaville. Aujourd'hui,

friperie en vente au marché Poto-Poto du fait de la Covid-19, tout a été bouleversé. Les tracasseries de transport de la marchandise sont à l'origine de l'augmentation des prix », a signifié Richi Niangadou, fournisseur des ballots de friperie au marché Poto-Poto. Page 5

## MALI

L'ancien président  
Amadou Toumani  
Touré s'est éteint

Page 8

## CRISE SANITAIRE

## Le Congo espère une aide d'urgence du FMI

En vue d'aider le Congo à faire face aux effets de la crise sanitaire ayant fortement impacté l'économie nationale, le Fonds monétaire international (FMI) étudie les modalités pratiques devant aboutir à un accord de fonds au profit du pays. Selon le représentant résident du FMI au Congo, Alun Thomas, qui a fait

cette annonce hier au ministre des Finances et du Budget, Calixte Nganongo, les décaissements relatifs à cette aide ne mettent pas l'accent sur les repères structurels et indicateurs quantitatifs. « Ils prennent en compte les cadres macroéconomiques stables à moyen terme », a-t-il précisé.

Page 7



Le représentant du FMI, Alun Thomas/Adiac

## COMPÉTITIONS INTERCLUBS DE LA CAF

## AS Otohô et Etoile du Congo fixées sur leurs adversaires

Les représentants congolais en compétitions interclubs de la Confédération africaine de football, AS Othoh et Etoile du Congo, connaissent désormais leurs adversaires dans le cadre des tours préliminaires. En effet, en attendant les dates officielles des manches allées, AS Othoh qualifiée en ligue des champions sera aux prises avec la formation soudanaise d'El Merreikh, tandis qu'Etoile du Congo qui dispute la Coupe de la confédération affrontera le FC Bravos d'Angola.

Page 9

Éditorial  
Terre

Page 2

## ÉDITORIAL

## Terre

Parmi les leçons que nous donne la relance qui était prévisible de la pandémie du coronavirus sur les cinq continents figure en bonne place le fait que le puissant mouvement de la mondialisation sur lequel s'est construite la richesse des grandes nations depuis un demi-siècle peut à tout instant s'arrêter et plonger, de ce fait, ces mêmes grandes nations dans une crise économique dont elles auront le plus grand mal à se relever. Il suffit pour s'en convaincre de regarder comment les puissants de ce monde – Etats-Unis, Europe, Chine, Inde, Russie et autres « Grands » – se trouvent désarmés face à l'expansion de la Covid-19 même si, apparemment, la mise au point d'un vaccin ne devrait pas tarder.

En frappant de plein fouet les économies riches, mais surtout en rompant les liens commerciaux qui s'étaient développés entre elles à partir des années soixante-dix du siècle précédent, la pandémie a démontré l'extrême fragilité du commerce mondial. Provoquant un repli sur soi des pays riches et moins riches de la planète qui a eu pour conséquence immédiate l'appauvrissement brutal des populations et la hausse vertigineuse de l'endettement des Etats contraints de se porter sans attendre au secours des plus défavorisés, la crise sanitaire a fortement ébranlé les fondements matériels sur lesquels s'était bâtie la croissance mondiale. Nous en constatons dès à présent les effets désastreux partout dans le monde.

Conclusion, provisoire bien sûr, de ce qui précède : la véritable richesse des nations de ce temps se trouve aujourd'hui et plus que jamais concentrée dans les ressources naturelles que celles-ci possèdent, ressources qui peuvent seules leur procurer les ressources financières dont elles ont aujourd'hui le plus grand besoin. Or parmi ces ressources figurent en première ligne non plus les minerais, les gisements, les matières premières de toutes sortes dont l'exploitation industrielle générait jusqu'à présent l'essentiel des recettes des Etats, mais l'agriculture, la pêche, l'élevage, l'énergie électrique issue des barrages sur les rivières. Autant de richesses encore très sous-exploitées qui permettront aux pays comme le nôtre d'asseoir leur croissance à venir sur des bases infiniment plus solides.

Tirons donc dès à présent les leçons de la crise qui nous frappe comme toutes les nations de la planète et concentrons sans plus attendre nos efforts sur la mise en valeur des trésors naturels que nous détenons.

Les Dépêches de Brazzaville

## ENJEUX POLITIQUES

## Le PCT veut gagner la bataille des réseaux sociaux

Le secrétaire permanent en charge de la communication et des technologies de l'information du Parti congolais du travail (PCT), Parfait Iloki, a échangé le 9 novembre avec les communicateurs du parti des fédérations de Brazzaville et du Pool, au sujet de la nécessité de créer des nouveaux outils de communication pour faire face aux fake news.



Les participants/Adiac

La réunion de prise de contact, qui s'est déroulée au siège fédéral de Brazzaville, a connu la participation des communicateurs des neuf comités d'arrondissements y compris l'Ile Mbamou, des comités d'Ignié, de Kinkala et de Kintélé. Les échanges ont tourné, entre autres, autour de la création de nouveaux moyens de communication tels que Facebook, WhatsApp, YouTube, Twitter et Instagram. Les participants ont été également éduqués sur les recommandations du 5e congrès du PCT en matière de communication et ont échangé sur l'actualité politique nationale.

Le porte-parole du PCT les a appelés à faire une communication à la fois ascendante et descendante. Parfait Iloki a, en effet, souligné l'importance de se doter des ressources nécessaires pour pouvoir puiser des informations venant de la base vers le sommet. Il a aussi rappé-

lé les instructions du secrétaire général du PCT, Pierre Moussa, qui veut que les communicateurs de sa formation politique puissent être capables en un clic de donner l'information de façon descendante.

C'est ainsi qu'il a annoncé la mise en place des plateformes de communication, notamment deux groupes WhatsApp dont un de pression permettant aux communicateurs d'être rapides et nombreux à apporter l'information juste chaque fois qu'un membre du parti quel que soit son rang est attaqué dans les réseaux sociaux.

« Généralement, nous sommes dans les mêmes réseaux sociaux et ceux qui nous proposent la contradiction ne vont pas au fond des choses. Ils n'ont même pas la vérité et n'ont pas toujours l'information. Nous estimons que nous qui sommes aux affaires, c'est nous qui avons l'information, il ne faut

pas que nous soyons toujours à la défensive. Ce n'est pas la meilleure manière de communiquer », a-t-il expliqué.

Conscient qu'environ 65% du terrain de l'information soient occupés par les réseaux sociaux, il a évoqué par ailleurs la nécessité de ne pas perdre le combat de la toile. « Au 21<sup>e</sup> siècle, il n'est pas bon que l'on soit à la défensive surtout quand on a la matière, la ressource, donc l'information. Donc, nous devons être les menteurs officiels de l'information au lieu d'attendre pour contredire à travers les droits de réponse... Dans notre compréhension, le droit de réponse n'a jamais été la meilleure manière de communiquer parce que vous courez derrière l'autre », a conclu Parfait Iloki.

Une initiative positivement appréciée par les communicateurs du parti dont un bon nombre est déjà actif sur les réseaux sociaux.

Parfait Wilfried Douniama

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

## Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service), Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

## Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,

Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé

Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elyv Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél.: (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## COMMISSION NATIONALE DE TRANSPARENCE

## Le cri du cœur de Joseph Mana Fouafoua

Plus d'un an après sa création en mai 2019, la Commission nationale de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques (CNTR) ne dispose pas d'un siège ni d'un budget de fonctionnement. Le président de la CNTR, Joseph Mana Fouafoua, a rencontré, le 9 novembre, le ministre des Finances et du Budget, Calixte Nganongo, pour réclamer la prise en compte de son institution.

La création d'une institution indépendante de contrôle de la gestion des finances publiques, la CNTR, est l'une des recommandations des partenaires du Congo, dont le Fonds monétaire international (FMI) avec lequel le pays a conclu un programme.

La CNTR a, entre autres missions, de veiller à la stricte application du code relatif à la transparence et à la responsabilité dans la gestion des finances publiques, puis d'en informer les autorités en cas de violation ; de recueillir et diffuser les meilleures pratiques en la matière ; de requérir toute expertise pour la validation des informations relatives aux recettes et aux dépenses publiques.

La rencontre entre les



La délégation de la CNTR reçue au ministère des Finances/Adiac

membres de la CNTR et le ministre des Finances, ainsi que son collègue délégué au Budget, Ludovic Ngatsé, a permis de poser les bases d'une future collaboration.

« Nous avons évoqué le contenu de nos objectifs et la manière de collaborer, parce qu'il s'agira de contrôler les finances

publiques. Nous avons échangé également sur les moyens qui vont nous permettre de travailler. Nous avons échangé enfin sur les organes de contrôle qui existent, à savoir l'Inspection générale des finances, la Cour des comptes et de discipline budgétaire, le Parlement », a indiqué Jo-

seph Mana Fouafoua.

Il a rappelé la démarche de travail de son institution, qui est celle de vérifier avec le gouvernement que les règles liées à la gestion des finances publiques sont bien respectées. Une fois le constat fait, la CNTR établie des rapports périodiques chaque semestre, qui sont

adressés au président de la République, aux deux chambres du Parlement, au Premier ministre, au ministre des Finances et celui de la Justice. « L'institution n'a pas un pouvoir de coercition. Lorsque le rapport fait état d'une mauvaise gestion, il appartient à la justice de se saisir du dossier », a signifié le président de la CNTR.

À noter que les onze membres de cette institution indépendante ont été nommés par décret présidentiel et ont prêté serment, le 2 octobre dernier. Ils sont composés des représentants de la présidence de la République, du gouvernement, du Parlement, de la société civile et des journalistes.

Fiacre Kombo

## FINANCES

## Les états financiers 2019 d'une poignée d'entreprises publiques indisponibles

Le rapport de la Cour des comptes et de discipline budgétaire a accroché les noms de sept entreprises et établissements publics qui n'ont pas établi des états financiers exercice 2019, empêchant ainsi cette institution de pouvoir mesurer leurs capacités de performances.

Il s'agit notamment du Chemin de fer Congo-Océan, d'Énergie électrique du Congo, de La Congolaise des eaux, de la Congolaise de gestion et de loterie, de la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF), de la Caisse nationale de sécurité sociale et l'Agence nationale de l'aviation civile.

Les principales constatations et les recommandations contenues dans le rapport du juge des comptes ont fait l'objet d'une séance de travail entre la commission économie et finances de l'Assemblée nationale que préside Maurice Mavoungou et la Cour de comptes et de discipline budgétaire.

Selon le premier président de la Cour des comptes et de discipline budgétaire, Charles Emile Apesse, l'exercice budgétaire 2019 a été marqué par la hausse du baril de pétrole sur le marché international. Ainsi, le rapport a porté sur les recouvrements et des recettes de l'État, la qualité et la maîtrise des dépenses publiques et la gestion des finances. A titre d'illustration, Charles Emile Apesse a indiqué que les recettes fiscales de la direction générale des impôts et des domaines exercice 2019 ont été globalement réalisées mais avec certaines failles pour certains types d'impôts. « L'impôt sur les sociétés, le montant mobilisé n'a



Charles Emile Apesse entouré de Ludovic Ngouala et d'Emmanuel Kamba

pas satisfait les performances escomptées », a-t-il annoncé.

S'agissant de la taxe sur la valeur ajoutée, le montant mobilisé a dépassé la prévision. Quant à la taxe sur les transferts des fonds, la somme prélevée n'a pas été à la hauteur des attentes. « Les revenus du domaine forestier ont augmenté et dépassé les prévi-

sions escomptées. Cependant, des efforts restent à faire. Les revenus recouverts du domaine des télécommunications ont dépassé les prévisions », a poursuivi Charles Emile Apesse.

Concernant les recettes douanières, l'effort de recouvrement se poursuit dans un ordre appréciable. Les exonérations dou-

nières qui ont fait l'objet des critiques lors de l'exercice budgétaire 2018 sont, a-t-il rappelé, en train de s'améliorer. « Les recettes pétrolières ont connu un recouvrement à la hausse grâce à l'embellie des prix du baril sur les marchés internationaux. Les prévisions des recettes des services miniers et portefeuille

n'ont pas été atteintes », a signifié le premier président de la Cour des comptes.

Les dépenses de fonctionnement, des personnels, des biens et services, des charges communes, des transferts, les interventions et dépenses d'investissement sont en hausse de 7,29%.

Le rapporteur de la commission économie et finances de l'Assemblée nationale, Marien Mobondzo Endzonga, a fait savoir que cette rencontre valait bien la peine parce qu'elle leur a permis d'avoir l'esprit de ce rapport. Selon lui, les recommandations formulées vont faire l'objet d'une séance de travail avec le ministre des Finances.

« Ces recommandations reviennent à chaque fois, donc nous devons voir avec le gouvernement pour qu'elles soient appliquées afin d'aller vers une gestion transparente de chaque loi de finances. C'est anormal que les entreprises et établissements publics ne puissent pas rendre publics leurs états financiers. Pour certaines, elles reçoivent des subventions publiques et d'autres non », a-t-il déploré, précisant que les entreprises qui reçoivent les subventions doivent établir leurs états financiers sinon elles seront interpellées.

Il a enfin attiré l'attention du gouvernement pour que cet état de chose ne se répète plus.

Parfait Wilfried Douniama

**« Ces recommandations reviennent à chaque fois, donc nous devons voir avec le gouvernement pour qu'elles soient appliquées afin d'aller vers une gestion transparente de chaque loi de finances. C'est anormal que les entreprises et établissements publics ne puissent pas rendre publics leurs états financiers. Pour certaines, elles reçoivent des subventions publiques et d'autres non »**

## MONNAIE

# La BEAC appelée à revoir sa réglementation de changes

Les experts de la Chambre africaine de l'énergie demandent la suspension par la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) de la nouvelle réglementation des changes avant son entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> janvier 2021. Une décision qui permettrait de lutter pour des emplois décents et rémunérés dans le secteur énergétique africain.

En mars 2019, en effet, un nouveau règlement sur les devises a été adopté par les pays membres de la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale (CEMAC). Ces États, à savoir le Gabon, le Cameroun, la République du Congo, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine et le Tchad, ont mandaté la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) pour restreindre les paiements en devises des particuliers et des entreprises dans ces pays membres.

Ces mesures clés concernent toutes transactions de plus de 1 million de FCFA (environ 1 700 USD) par mois et par entité ou personne. Les entreprises et les particuliers doivent désormais recevoir une autorisation de la BEAC avant d'ouvrir un compte en dehors de la région ; les comptes en devises domiciliés dans la région ne sont désormais plus possibles qu'avec l'autorisation expresse de la banque. L'institution financière sous-régionale a également annoncé récemment, qu'elle préleverait

une taxe supplémentaire de 0,5% sur tous les virements en dehors de la zone CEMAC. La nouvelle réglementation demande enfin que le produit des exportations de 5 millions de FCFA et plus soit rapatrié dans les 150 jours à compter de la date d'exportation.

Selon la Chambre africaine de l'énergie (la voix du secteur de l'énergie en Afrique), ces mesures sont insuffisantes, irréalistes et peu susceptibles de stimuler le développement durable. « Nous avons besoin d'entreprises qui peuvent être compétitives et créer des emplois bien rémunérés. Pour cela, nous n'avons pas

besoin de réglementations restrictives comme les nouvelles réglementations sur les devises qui doivent entrer en vigueur en janvier 2021. Les entreprises privées, notamment dans le secteur pétrolier, doivent être soutenues », indique le communiqué de cette institution.

Bien que ces experts comprennent la volonté des gouvernements de protéger leurs réserves de changes en baisse suite à la réduction des revenus provenant des recettes pétrolières et gazières depuis la chute des prix du pétrole en 2014 et la récente chute déclenchée par la Covid-19, la Chambre

africaine de l'énergie souligne cependant que « le nouveau règlement sur les changes est une réponse mauvaise et inappropriée à ces nouvelles dynamiques de marché. C'est un déclencheur pour plus de bureaucratie, de corruption et c'est le tueur ultime d'emplois. »

## La fin des investissements

Les restrictions liées à la nouvelle réglementation de changes entraîneront d'après les experts africains un tarissement des investissements étrangers en Afrique centrale. L'accès au financement étranger pour les entreprises locales, qui était déjà

un défi, semble désormais insurmontable. Les banques étrangères, les fonds spéculatifs et les autres bailleurs de fonds traditionnels et non traditionnels ne soumettront pas leurs investissements à de telles restrictions. Les entreprises étrangères basées à l'étranger continueront de renforcer leur position pour desservir l'industrie depuis l'étranger, au détriment des entreprises locales et des emplois locaux dans le secteur.

Reconnaissant les perspectives déjà désastreuses auxquelles la région est confrontée, la banque centrale a réduit les intérêts payables sur sa facilité de prêt pour appels d'offres à 3,2% contre 3,5% entre autres mesures, dans le but d'injecter 500 milliards de FCFA dans l'économie. La banque a également recommandé aux États membres de s'adresser à la fois au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale pour un soutien financier contre la covid-19 pouvant atteindre 50 milliards USD.

Lopelle Mboussa Gassia

**« Nous avons besoin d'entreprises qui peuvent être compétitives et créer des emplois bien rémunérés. Pour cela, nous n'avons pas besoin de réglementations restrictives comme les nouvelles réglementations sur les devises qui doivent entrer en vigueur en janvier 2021. Les entreprises privées, notamment dans le secteur pétrolier, doivent être soutenues »**

## VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

**SCULPTURES**

**PEINTURES**

**CÉRAMIQUES**

**MUSIQUE**








L'art dans sa **Généralité,**  
de la **Tradition**  
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**  
immeuble les manguiers (Mpila )  
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

## LIKOUALA

## Le PAM débloque les fonds en faveur des victimes des inondations

Le représentant du Programme alimentaire mondial (PAM) au Congo, Jean-Martin Bauer, a annoncé un financement à hauteur de 555 millions de FCFA pour démarrer les premières distributions d'urgence dans les villages inondés du département de la Likouala.



Des habitations inondées

« Le financement, issu de fonds propres du PAM, permettra d'organiser une première assistance, à la fois en vivres et en transferts monétaires, auprès de 35000 personnes affectées », indique le communiqué de presse de l'agence onusienne, publié le 9 novembre à Brazzaville.

En juillet 2020, en effet, les pluies ayant arrosé la Likouala étaient deux fois plus importantes que la moyenne saisonnière.

Par conséquent, le niveau des eaux de la rivière Oubangui a atteint un record de hauteur sur la période de référence 2009-2020. Cette situation est à l'origine de l'inondation totale et partielle de près de plus de cent-dix villages. A ce jour, plus de 87 000 personnes sont déjà affectées. La sécurité alimentaire et la nutrition de la population, dans les zones touchées, posent problème.

Selon Jean-Martin Bauer, cette deuxième année consécutive d'inondations appelle également à renforcer les capacités de résilience de la population au niveau local, afin de l'accompagner pour anticiper et s'adapter à ce type d'événements climatiques. Pour faciliter la mobilisation des fonds en vue d'apporter une réponse humanitaire, le gouvernement a officiellement déclaré, le 3 novembre dernier, l'état d'urgence humanitaire. C'est ainsi que le PAM a ouvert le bal.

Rominiq Makaya

## COMMERCE

## Les vendeurs de friperie en difficulté

Les ballots de friperie (vêtements, chaussures et autres articles) sont devenus rares sur le marché local. Les vendeurs se trouvent presque aux abois devant la flambée des prix.

Il faut désormais passer la commande et attendre trois jours voire même une semaine pour se procurer les ballots de friperie, expliquent les femmes qui en vendent dans les marchés de Brazzaville. Auparavant, l'on pouvait s'en procurer facilement.

« Dans certaines boutiques où nous achetons les ballots, il faut payer en avance en attendant que la marchandise n'arrive. Pour éviter les ruptures, il faut commander plusieurs ballots et ça coûte cher », a expliqué Céline Dzion, vendeuse au marché de Ouenzé, dans le cinquième arrondissement. Selon les fournisseurs des ballots de friperie, la rareté des produits est due à la pandémie de covid-19. La fermeture des frontières pendant le confinement a, en effet, coupé la chaîne d'approvisionnement. « Avant, on cotisait avec les collègues pour importer des ballots de Pointe-Noire à Brazzaville. Mais, aujourd'hui, la pandémie de covid-19 a tout bouleversé.



Les tracasseries de transport font qu'il ait haussé des prix ; cinq à dix mille francs CFA au-dessus du prix de vente habituel », a expliqué Richi Niangadou, fournisseur des ballots de friperie au marché Poto-Poto.

A Brazzaville, les marchés les plus réputés dans la vente de friperie sont ceux de To-

tal à Bacongo, de Poto-Poto et Moundali. Il faut souligner que les vendeurs occupent également les artères de la capitale, dans les coins les plus fréquentés, bien loin des marchés. Certaines personnes préfèrent les friperies parce que c'est moins coûteux.

R.M. et Chancelle Ngolo, stagiaire

## FAUNE SAUVAGE

## Les dossiers de braconniers transmis au parquet de Ouesso

Les agents du ministère de l'Economie forestière en collaboration avec le Fonds mondial pour la nature, un organisme œuvrant pour la protection de la faune, a transmis au procureur de Ouesso les dossiers de quatre délinquants fauniques.

La transmission des dossiers des délinquants s'est faite au terme de leur audition par les services habilités. Les trois Camerounais et un Congolais détenaient illégalement trois sacs d'écailles de pangolin pesant environ 176,5kg et en moyenne dix kilogrammes des pointes d'ivoires. Ces délinquants ont tenté de les vendre intelligemment alors que ce sont des espèces intégralement protégées.

« Le 27 octobre 2020, nous avons trouvé un preneur par le truchement d'Issa, l'un de mes cousins. Et nous nous sommes rendus sur les lieux pour charger les sacs contenant les écailles de pangolins. Dans le taxi qui devait nous amener à Cabosse là où devait s'effectuer la transaction d'argent, Issa me demande de rentrer et de progresser », a reconnu l'un des délinquants.

Et d'ajouter : « pour éviter que nous soyons tous dans le même véhicule, Issa et Yunchawou en ont emprunté un autre. Pendant notre progression, ce sont les agents de WWF-ETIC qui nous interpellent avec tous le matériel. Puisqu'on se suivait, pendant que nous étions menottés au poste, un peu plus tard arrivent Issa et Yunchawou qui ont été également interpellés. C'est tout ce que je reconnais comme les faits qui font l'objet de ma garde à vue depuis ce jour jusqu'aujourd'hui ».

L'interpellation de ces délinquants fauniques s'est déroulée sur l'axe routier Souanké-Tam, plus précisément à la barrière de la localité de Yangandou. En 2016, les cent-quatre-vingt-six pays signataires de la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction dont le Congo avaient voté l'interdiction du commerce des pangolins.

Fortuné Ibara

## LUTTE CONTRE LES ÉROSIONS

## L'Association «Bâtissons le Congo» plante des arbres au quartier Ngambio

Située dans le septième arrondissement de Brazzaville, Mfilou Ngamaba, la zone 7 – bloc 3 du quartier Ngambio a fait l'objet du planting des arbres anti-érosions.

Cinquante personnes, notamment les jeunes de Mfilou, y compris les autorités administratives du quartier Ngambio, ont pris

part au planting d'arbres, notamment huit cents anti-érosions, dont les boutures de bambou.

A l'issue de l'activité, le président

de l'Association «Bâtissons le Congo» (l'ABC) a souhaité, au-delà des difficultés rencontrées, pérenniser l'initiative dans toute la ville de Brazzaville. A propos, il a appelé les organisations juvéniles à se joindre à son association, afin de conjurer les érosions. Aux pouvoirs publics, il les a invités à soutenir cette initiative pour lutter contre le phénomène.

Notons que l'ABC est créée le 16 juillet 2020 à Brazzaville pour œuvrer à la sensibilisation et à la conscientisation de la population aux fins de susciter son adhésion aux projets socio-économiques. Les objectifs de l'ABC sont, entre autres, de promouvoir l'unité nationale ; de contribuer à l'insertion et à la réinsertion socio-professionnelle et économique de la population et d'apporter une assistance multiforme à ses membres.

Son action s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement des pouvoirs publics dans la lutte contre les changements climatiques, la déforestation et les érosions.

Bruno Okokana



Des jeunes de Mfilou en plein planting des anti-érosions (crédit photo/DR)



MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'ACTION HUMANITAIRE  
PROJET LISUNGI-SYSTEME DE FILETS SOCIAUX  
UNITE DE GESTION DU PROJET

## AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

N°010-SC/MASAH/PL-SFS/UGP-FA2/20

### RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN EXPERT SUIVI-EVALUATION POUR L'APPUI ET LE RENFORCEMENT DU SERVICE SUIVI EVALUATION DE L'UNITE DE GESTION DU PROJET LISUNGI

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit pour financer le projet Lisungi Système de Filets Sociaux.

2. Le Gouvernement de la République du Congo a l'intention d'utiliser une partie des ressources accordées au titre de ce financement pour financer le contrat de service d'un consultant individuel, expert suivi-évaluation de l'Unité de Gestion du Projet.

3. L'expert Suivi-Evaluation sera chargé d'apporter un appui technique à la mise en œuvre, l'animation et la coordination du système de suivi-évaluation du Projet Lisungi en collaboration avec les autres collaborateurs. Plus spécifiquement, il aura pour missions de :

(i)-Mettre en place le plan de suivi-évaluation des activités assorti des indicateurs de résultats et leurs valeurs cibles ;

(ii)-Construire et doter le projet Lisungi d'un système de suivi-évaluation harmonisé et participatif permettant à l'ensemble des acteurs et des organisations impliquées dans l'exécution du projet d'avoir des outils de suivi-évaluation harmonisés permettant de suivre les indicateurs de l'action pendant la mise en œuvre ;

(iii)- Assurer la collecte, le traitement et l'analyse des données de suivi des indicateurs ;

(iv)- Développer un système de gestion et de diffusion de l'information (rapport de suivi, rap-

port d'évaluation, communication) orienté vers les bénéficiaires du projet (organisations de producteurs ; groupements de femmes), les partenaires d'exécution, les bailleurs et les autorités ;

(v)-En collaboration avec l'équipe en charge du système d'information, travailler sur l'amélioration du logiciel de suivi-évaluation et l'automatisation des outils de suivi-évaluation, y compris les fiches de suivi des bénéficiaires, les fiches de suivi des plaintes, etc.

(vi)-Evaluer la performance des parties prenantes au projet.

4. L'Expert suivi évaluation sera recruté pour une durée d'un an renouvelable sur une durée globale de deux (2) ans, avec une période d'essai de six (6) mois. La prorogation de son contrat ne peut intervenir que si ses performances sont jugées satisfaisantes après chaque évaluation annuelle faite par le Coordonnateur du projet.

5. Pour conduire cette mission, le/la candidat(e) devra :

-Master en économie, en statistiques, sciences sociales ou équivalent ;

-Un minimum de 5 années d'expérience professionnelle pertinente ;

-Expérience confirmée dans le suivi-évaluation des projets, et notamment la mise en place des systèmes de suivi-évaluation et l'utilisation des principaux indicateurs de performance de projet ;

-Expérience opérationnelle dans la formulation de documents stratégiques et plans d'actions ;

-Avoir une aptitude à travailler en équipe dans un environnement multidisciplinaire et sous pression ;

-Avoir de bonnes aptitudes à la communication, à l'analyse et à la rédaction ;

-Esprit d'initiative et une capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction ;

-Maîtrise du français ;

-Compétence dans l'utilisation des logiciels standards (Pack Office notamment Excel, Stata, R, Xml form).

6. Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes à la méthode de sélection des Consultants Individuels consignée dans le Règlement de Passation des Marchés pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI), édition de Juillet 2016, révisée en Novembre 2017 et Août 2018.

7. Les candidats intéressés devront soumettre un dossier de candidature en langue française, en quatre (4) exemplaires dont un (1) original et trois (3) copies comprenant :

-une lettre de motivation adressée au Coordonnateur du Projet Lisungi ;

-un curriculum vitae détaillé comportant des informations démontrant que le/la candidat(e)

dispose des qualifications et expériences pertinentes pour la mission, avec mention de trois références professionnelles ;

-une copie du diplôme ;

-une copie des attestations de travail justifiant les qualifications et des attestations de formation en rapport avec la mission.

Les dossiers de candidature sont à déposer au plus tard le 25 novembre 2020 à 13H00 aux adresses ci-dessous, sous pli fermé et portant la mention « Avis d'appel à candidature N°010-SC/MASAH/PL-SFS/UGP-FA2/20, relatif au recrutement d'un expert suivi-évaluation de l'unité de gestion du projet » « A n'ouvrir qu'en séance d'analyse des dossiers de candidatures » ou envoyés par mail à l'adresse recrutement.lisungi@gmail.com

8. Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références complets et les renseignements complémentaires au siège du programme LISUNGI-Système de filets sociaux, sis ancien siège du PARSEG, Forêt de la patte d'oie, derrière le Tennis club, Route de l'aéroport, Brazzaville (République du Congo). Tél : (+242) 06 653 70 07/06 698 26 87 ; E-mail : lisungiprojet@gmail.com, du lundi au vendredi (de 09H00 à 16H00, heures locales).

Fait à Brazzaville, le 09 novembre 2020  
Le Coordonnateur  
Alfred Constant KIAKOUAMA

## AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

### N°011-SC/MASAH/PL-SFS/UGP-FA2/20 RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN(E) EXPERT(E) DANS LE DOMAINE DES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE (VBG), L'EXPLOITATION ET/OU ATTEINTE SEXUELLE (EAS) ET/OU HARCELEMENT SEXUEL (HS) DE L'UNITE DE GESTION DU PROJET

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit pour financer le projet Lisungi Système de Filets Sociaux.

2. Le Gouvernement de la République du Congo a l'intention d'utiliser une partie des ressources accordées au titre de ce financement pour financer le contrat de service d'un consultant individuel, un(e) expert(e) dans le domaine des violences basées sur le genre (VBG), l'exploitation et/ou atteinte sexuelle (EAS) et/ou harcèlement sexuel (HS) de l'Unité de Gestion du Projet.

3. Placé sous l'autorité directe du Coordonnateur du Projet Lisungi, l'expert VBG sera chargé de :

(i) Identifier le(s) type(s) de risque(s) de VBG, ainsi que d'Exploitation et d'Atteintes Sexuelles (EAS) et/ou d'Harcèlement Sexuels (HS) : il s'agira d'identifier non seulement les risques dans les zones de mise en place du projet mais aussi les risques d'EAS et/ou d'HS que présentent les activités du projet lui-même - en s'appuyant sur l'outil d'évaluation des risques de la Banque Mondiale ;

(ii) Identifier et cartographier les entités gouvernementales nationales (et leurs ramifications décentralisées) responsables la prévention et de la réponse aux VBG ;

(iii) Identifier et cartographier les organisations prestataires de services aux survivants de VBG (organisations de la coopération multilatérale, organisations onusiennes, ONGs internationales, ONGs nationales, organisations de la société civile telles que les associations de femmes, et autres réseaux actifs dans le domaine des VBG) ;

(iv) Identifier et cartographier les organisations spécialisées dans le suivi et le traitement spécifique des cas d'EAS et HS ;

(v) Déterminer en coordination avec les prestataires de services préalablement identifiés les protocoles d'orientation des survivants aux soins holistiques dispensés par les structures compétentes selon les principes éthiques de

confidentialité et de sécurité des survivants ;

(vi) Participer en collaboration avec les principaux prestataires de services aux survivants de VBG, d'EAS/HS identifiés au niveaux nationaux et locaux, à la conception et la mise en œuvre des campagnes de sensibilisation et de prévention de ces risques aussi bien au niveau des communautés concernées que des agents sociaux et toute autre personne embauchée par le projet ;

(vii) Participer à la sensibilisation et la prévention des risques de VBG susceptibles d'être exacerbés par la pandémie de COVID-19 auprès du personnel présent sur le terrain et des communautés locales ;

(viii) Appuyer l'UGP Lisungi dans la mise en place du mécanisme de gestion des plaintes propres au traitement et suivi des plaintes d'EAS et HS survenues dans le cadre des activités du projet ;

(ix) Suivre le types et le nombre des plaintes d'EAS et HS qui ont été signalées et résolues grâce au Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) conçu spécifiquement pour le suivi des incidents de VBG.

4. L'Expert VBG sera recruté pour une durée d'un an renouvelable sur une durée globale de deux (2) ans, avec une période d'essai de six (6) mois. La prorogation de son contrat ne peut intervenir que si ses performances sont jugées satisfaisantes après chaque évaluation annuelle faite par le Coordonnateur du projet.

5. Pour conduire cette mission, le/la candidat(e) devra :

-Avoir au moins un diplôme de Bac +4 en santé, en sciences sociales, en droit ;

-Avoir au moins 3 ans d'expérience dans la supervision et la mise en pratique d'activités de prévention et/ou de traitement des VBG ;

-Avoir une expérience professionnelle d'au moins cinq (5) dans le domaine de VBG dans le contexte d'urgences sanitaire et de l'aide humanitaire dont au moins deux (2) ans dans un organisme international ou dans un projet financé par les partenaires au développement ;

-Excellente connaissance des principes directeurs et des meilleures pratiques relatives à la collecte d'informations relatives au VBG, y compris les Lignes directrices de l'OMS de 2007 ;

-Avoir une bonne maîtrise des politiques de sauvegardes environnementales et sociales de la Banque mondiale ;

-Une expérience d'au moins 2 ans dans la conduite des campagnes de sensibilisation sur les droits des femmes, la santé et la reproduction, basées sur l'IEC/CCC (Information-Education-Communication / communication pour le changement de comportement) ;

-Une excellente connaissance des principes directeurs et éthiques qui gouvernent le travail avec les survivantes des VBG et des bonnes pratiques dans la mise en œuvre des activités de prévention et de traitement des cas de VBG ;

-Disposer d'une expérience d'au moins 2 ans dans les méthodes de collecte et d'analyse des données sur les VBG ;

-Avoir des capacités dans l'analyse situationnelle des problématiques liées VBG ;

-Avoir une bonne connaissance de la législation nationale en matière de VBG ;

-Avoir une bonne maîtrise des outils informatiques (traitement de textes, tableurs, Internet et intranet, etc.) ;

-Avoir une excellente maîtrise du français parlé et écrit, et des langues locales (Lingala et Munukutuba) est un atout.

6. Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes à la méthode de sélection des Consultants Individuels consignée dans le Règlement de Passation des Marchés pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI), édition de Juillet 2016, révisée en Novembre 2017 et Août 2018.

7. Les candidats intéressés devront soumettre un dossier de candidature en langue française, en quatre (4) exemplaires dont un (1) original et trois (3) copies comprenant :

-une lettre de motivation adressée au Coordonnateur du Projet Lisungi ;

-un curriculum vitae détaillé comportant des informations démontrant que le/la candidat(e) dispose des qualifications et expériences pertinentes pour la mission, avec mention de trois références professionnelles ;

-une copie du diplôme ;

-une copie des attestations de travail justifiant les qualifications et des attestations de formation en rapport avec la mission.

8. Les dossiers de candidature sont à déposer au plus tard le 25 novembre 2020 à 13H00 aux adresses ci-dessous, sous pli fermé et portant la mention « Avis d'appel à candidature N°011-SC/MASAH/PL-SFS/UGP-FA2/20, relatif au recrutement d'un(e) expert(e) dans le domaine des violences basées sur le genre (VBG), l'exploitation et/ou atteinte sexuelle (EAS) et/ou harcèlement sexuel (HS) de l'unité de gestion du projet » « A n'ouvrir qu'en séance d'analyse des dossiers de candidatures » ou envoyés par mail à l'adresse recrutement.lisungi@gmail.com.

9. Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références complets et les renseignements complémentaires au siège du programme LISUNGI-Système de filets sociaux, sis ancien siège du PARSEG, Forêt de la patte d'oie, derrière le Tennis club, Route de l'aéroport, Brazzaville (République du Congo). Tél : (+242) 06 653 70 07/06 698 26 87 ; E-mail : lisungiprojet@gmail.com, du lundi au vendredi (de 09H00 à 16H00, heures locales).

Fait à Brazzaville, le 09 novembre 2020

Le Coordonnateur

Alfred Constant KIAKOUAMA

## CONGO-FMI

# Relance des discussions pour l'aide d'urgence

Le Fonds monétaire international (FMI) veut octroyer un fonds d'urgence afin de permettre au gouvernement congolais de faire face à la crise sanitaire liée à la Covid-19 et aux demandes sociales. Le montant de l'aide sera fixé plus tard au début 2021, a indiqué, le 10 novembre, le représentant résident du FMI, Alun Thomas.

D'après Alun Thomas, l'aide d'urgence est également destinée à faire face aux inondations qui touchent la partie nord du Congo. « Les décaissements d'urgence ne mettent pas l'accent sur les repères structurels et indicateurs quantitatifs, mais ils prennent en compte les cadres macroéconomiques stables à moyen terme. J'ai beaucoup d'espoir que les discussions vont aboutir à des résultats positifs », a-t-il indiqué, au sortir d'une rencontre à Brazzaville avec le ministre des Finances et du Budget, Calixte Nganongo, en présence de son collègue en charge du Budget, Ludovic Ngatsé.

Interrogé sur la poursuite du programme des réformes macroéconomiques conclu avec le Congo, en juillet 2019, le représentant de l'institution de Bretton Woods a fait savoir que les discussions à ce sujet vont reprendre après l'aide d'urgence. « La crise sanitaire a compliqué la mise en œuvre du programme des réformes macroéconomiques. Pour l'ins-



Les deux parties lors de l'entrevue/Adiac

**« Nous attendons cette aide depuis plus de six mois. Pour l'instant, les discussions avancent très bien, avec l'espoir d'aboutir d'ici peu. Le montant est de la responsabilité du conseil d'administration du FMI. Si on a beaucoup de chances, c'est avant la fin d'année, sinon au début de l'année prochaine »**

tant, les priorités sont orientées vers les décaissements d'urgence, tandis que le programme prend beaucoup plus de temps », a signifié Alun Thomas.

Du côté des autorités congolaises, le sentiment est partagé entre l'espoir et l'impatience. « Nous attendons cette aide depuis plus de six mois. Pour l'instant, les discussions avancent très bien, avec l'espoir d'aboutir d'ici peu. Le montant est de la responsabilité du conseil d'administration du FMI. Si on a beaucoup de chances, c'est avant la fin d'année, sinon au début de l'année prochaine », a estimé Ludovic Ngatsé.

À noter qu'une centaine de villages du département de la Likouala, nord du pays, sont affectés par des inondations causées par de fortes pluies. Au moins quatre mille personnes sont sans abris. Face à cette crise supplémentaire, le gouvernement congolais a lancé un appel à l'aide aux partenaires au développement.

Fiacre Kombo



FONDATION  
GOTÈNE



## CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE

Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX<sup>e</sup> siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

*« Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents »*

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène  
Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71

84, Bd Denis Sassou Nguesso  
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

fondationmarcelgotene@gmail.com  
www.fondationgotene.com

## PRÉSIDENTE AMÉRICAINE

## La politique africaine de Joe Biden en question

La politique africaine de l'administration de Joe Biden n'est pas encore définie. Mais son équipe affiche des signaux positifs pour un rapprochement avec l'Afrique, dans un « respect mutuel ».

L'élection de Joe Biden suscite des réactions majoritairement positives en Afrique. Nombreux chefs d'Etat l'ont félicité. Le Sud-africain Cyril Ramaphosa, qui assume la présidence tournante de l'Union africaine (UA), est « impatient de travailler, de renforcer les liens d'amitié et de coopération entre les deux pays ». Le Nigérian Muhammadu Buhari espère « un plus grand engagement en matière de lutte contre le terrorisme ». Le Congolais Félix Tshisekedi est disposé à maintenir le « partenariat privilégié qui unit la RDC et les Etats-Unis(USA) ». Le gouvernement de transition du Mali a hâte de « consolider » les relations économiques et militaires avec les USA « pour la sécurisation et l'intégrité de son territoire ».

## Joe Biden affiche « un respect mutuel » avec le continent africain

L'équipe du nouveau président élu n'a pas encore annoncé la politique qu'il compte mener en Afrique. Mais dans le besoin de se démarquer de son prédécesseur Donald Trump, la nouvelle équipe affiche « un respect mutuel, un engagement » sur les questions de démocratie, de sécurité et d'économie, ainsi qu'une diplomatie plus classique, en rupture avec les distances prises par Donald Trump avec le continent africain. Joe Biden compte restaurer les liens diplomatiques avec l'UA et les gouvernements africains, maintenir le Yali, le programme de promotion des jeunes leaders africains. Ce sera donc le retour des sommets des chefs d'Etat africains. En tant qu'ancien vice-président (2008-2016) sous Barack Obama, Joe Biden bénéficie d'une expertise africaine, à travers Nicolas Burns et de Suzan Rice, l'ancien chargée d'Affaires africaines de Bill Clinton, par exemple. On peut aussi s'attendre au retour de l'Agoa, le programme d'échanges commerciaux qui a permis aux pays africains d'exporter sans taxes vers les Etats-Unis. Mais aucune information n'a encore filtré sur la présence militaire américaine au Sahel.

## Mettre fin à la « politique inhumaine » de Trump

On parle de mettre fin à la « politique inhumaine » de l'administration Trump, ainsi que l'annulation du « travel ban », les restrictions de voyages aux Nigériens, Soudanais et Somaliens. Selon une enquête de la Ichikowitz Family Foundation, en Afrique du Sud, sur les 74% des 4200 personnes (18-24 ans) interrogées dans 14 pays d'Afrique subsaharienne, les Etats-Unis ont « régulièrement un impact » sur les événements sur le continent. L'empreinte de Barack Obama dans l'imaginaire des jeunes africains reste vivace. Cet aspect a été perdu sous Donald Trump.

Sur le plan utilitariste, les élections américaines intéressent les Africains, dans l'ère de la mondialisation, et compte tenu de la dimension historique de la diaspora africaine, ainsi de l'actuelle, constituée de nombreux Africains résidant aux Etats-Unis. Aussi, l'influence américaine sur l'Europe et les étroites relations entre le pays de « l'oncle Sam » et l'Afrique. Le veto américain sur l'élection de la Nigérienne Ngozi Okonjo-Iweala, à la tête de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), illustre assez bien le poids des Etats-Unis dans le monde, en général, et au sein de la plupart des Organisations internationales (OMC,OMS,Unesco, Banque mondiale...).

## La politique africaine de Joe Biden-Kamal : un simple changement dans le style

Pour Ahmedou Ould Abdallah, directeur du Centre pour la stratégie et la sécurité dans le sahel (Centre 4S), le changement de l'ère Biden par rapport à son prédécesseur se fera surtout dans le style plutôt que dans le fond. « Les fondamentaux de la politique étrangère américaine ne vont pas changer. Pour ce qui est du Sahel, [Joe Biden] va continuer à renforcer la politique qui sera définie par la cellule conjointe du Département d'Etat et de la Défense, avec ce qui était l'Africom basé à Stuttgart, en Allemagne », selon lui.

Sur le plan économique, Joe Biden serait favorable à l'allègement de la dette africaine, et prêt à faire oublier cette phrase du début du mandat de son prédécesseur Donald Trump, qui qualifiait les pays africains de région de « trous de merde ».

Noël Ndong

## MALI

## Amadou Toumani Touré s'est éteint

L'ancien président du Mali, Amadou Toumani Touré (ATT) est décédé le 10 novembre à Istanbul (Turquie) à l'âge de 72 ans, des suites d'une crise cardiaque, rapportent les médias maliens.



Amadou Toumani Touré

ATT est né le 4 novembre 1948 à Mopti. Après une brève carrière d'instituteur, il change radicalement de métier et intègre les rangs de l'armée malienne.

En mars 1991, après des manifestations populaires, il participe, à la tête des commandos parachutistes, au coup d'Etat contre Moussa Traoré. Il prend alors la présidence du Comité de transition pour le Salut du peuple et assure les fonctions de chef de l'Etat pendant la transition démocratique. Il organise la Conférence nationale qui s'est déroulée du 29 juillet au 12 août 1991, puis des élections législatives et présidentielles en 1992. A l'issue de ces élections, il remet le pouvoir au nouveau président élu, Alpha Oumar Konaré. On le surnomme alors le « soldat de la

démocratie ». Le nouveau président le nomme au grade de général pour le remercier des « services rendus à la nation ».

Le 1er septembre 2001, il démissionne de l'armée et décide de se présenter à l'élection présidentielle de 2002 comme candidat indépendant, soutenu toutefois par une organisation de la société civile « le Mouvement Citoyen » que ses partisans ont créé et animé.

Il est élu président de la République le 12 mai 2002 avec 64,35 % des voix au second tour contre 35,65 % pour Soumaila Cissé. Il est réélu pour un deuxième mandat le 29 avril 2007 dès le premier tour avec 71,20% des voix contre 19,15% obtenus par son principal adversaire de l'époque, Ibrahim Boubacar Keita (IBK).

En mars 2012, un peu plus de deux mois avant la fin de son mandat, ATT est renversé par un coup d'Etat. Les mutins du Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat, dirigé par le capitaine Amadou Sanogo, dénoncent la mauvaise gestion du conflit au nord du pays entre l'armée et la rébellion touareg.

Suite à ce coup d'Etat, la CE-DEAO engage une série d'actions afin de rétablir l'ordre constitutionnel. ATT accepte de démissionner officiellement de ses fonctions de président de la République du Mali le 8 avril 2012, et s'exile à Dakar (Sénégal) jusqu'en décembre 2017 où il retourne définitivement au pays.

Yvette Reine Nzaba

## COVID-19

## Les laboratoires américain et allemand annoncent la découverte d'un vaccin

Les sociétés pharmaceutiques Pfizer et BioNTech ont annoncé, le 9 novembre, que leur vaccin développé conjointement est « efficace à 90 % » pour prévenir les infections au nouveau coronavirus, selon les premiers résultats de l'essai à grande échelle.

La protection des patients a été obtenue sept jours après l'injection de la deuxième dose du vaccin et vingt-huit jours après la première, selon les résultats préliminaires.

« Plus de huit mois après le début de la pire pandémie en plus d'un siècle, nous pensons que cette étape représente un pas en avant significatif pour le monde dans notre bataille contre la Covid-19 », a déclaré le président directeur général de Pfizer, Albert Bourla, dans un communiqué.

« Le premier ensemble de résultats de notre essai de vaccin Covid-19 de phase 3 fournit la preuve initiale de la capacité

de notre vaccin à prévenir la Covid-19 », a-t-il ajouté.

Aux Etats-Unis, l'annonce des deux groupes pharmaceutiques a également été saluée par le président élu Joe Biden, qui a déclaré y voir un signe d'« espoir », tandis que Donald Trump a salué une « excellente nouvelle ».

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a applaudi ces « nouvelles encourageantes », saluant également tous les scientifiques et partenaires dans le monde qui développent « de nouveaux outils sûrs et efficaces ».

Y.R.Nz.



## COMPÉTITIONS INTERCLUBS DE LA CAF

## Les clubs congolais savent à quoi s'en tenir

Les représentants congolais connaissent déjà leurs adversaires et même les dates de leurs premières rencontres. L'AS Otohô recevra El Merreikh du Soudan en match aller des préliminaires de la Ligue africaine des champions. L'Etoile du Congo accueillera, quant à elle, FC Bravos d'Angola dans la première manche des préliminaires de la Coupe africaine de la Confédération.

Les matches aller se disputeront entre le 27 et 29 novembre et les manches retour les 4 et 6 décembre. En cas de qualification, l'AS Otohô recevra au tour suivant le vainqueur de la double confrontation Rahimo FC du Burkina Faso face à Enyimba FC du Nigeria.

Le match aller de ce tour décisif est prévu les 22 et 23 décembre et le retour les 5 et 6 janvier 2021. Le vainqueur sera qualifié pour la phase de poules de la Ligue des champions. Depuis que les Congolais de l'AS Otohô ont découvert la Coupe d'Afrique en 2018, ils n'ont jamais atteint cette étape. Lors de la première année, l'AS Otohô avait échoué au tour préliminaire devant le Raja de Casablanca. En 2019, l'AS Otohô a échoué à la porte de la phase de poules à cause du match nul avec but concédé



L'AS Otohô affronte EL Merreikh/Adiac

à Owando face à Platinum lors de la manche aller du second tour. Cette équipe s'était consolée en disputant la phase de poules de la Coupe de la Confédération 2019 sans pourtant réussir à atteindre les quarts de finale. Cette année, l'équipe n'a pas fait mieux. Elle a été éliminée au premier tour de la Ligue des champions par les Sud-Africains de Mamelodi Sundowns. L'équipe travaille de-

puis quelques semaines pour franchir un palier cette fois-ci c'est-à-dire en disputant la phase de poules de la C1. En face, se trouve El Merreikh du Soudan, vainqueur de la Coupe d'Afrique des vainqueurs de coupe en 1989 et finale de la même compétition en 2007.

L'Etoile du Congo qui affronte FC Bravos pourrait croiser au tour suivant le Daring club Motema Pem-



L'Etoile du Congo accueille FC Bravos/Adiac

bé en cas de succès face au club angolais. Les Stelliens recevront une fois de plus entre les 22 et 23 décembre avant de se déplacer les 4 et 6 janvier. L'Etoile du Congo, rappelons-le, n'a jamais disputé la phase de poules d'une compétition africaine. Sa meilleure performance remonte en 2007 où elle avait été éliminée au tour de cad-

drage. Cette saison, les Stel-

liens ont été débarqués au tour préliminaire par Pyramids FC. Les contre-performances des clubs congolais ces dernières années, faut-il le rappeler, ont fait perdre au Congo deux places notamment une en ligue des champions et une autre en Coupe de la Confédération qu'il faudra vite reconquérir.

James Golden Eloué

## SPORT DE TRAVAIL

## Rodrigue Dinga Mbomi affiche ses ambitions pour la présidence de la fédération

L'actuel président de la Ligue de Brazzaville a annoncé sa candidature à la présidence de la Fédération congolaise du sport de travail pour assurer la continuité de l'oeuvre amorcée par le défunt Jean Robert Raphaël Massamba Débat.

Le renouvellement des instances dirigeantes à la Fédération congolaise du sport de travail se fera le 21 novembre. Alain Atipo, l'actuel premier vice-président de la fédération et Rodrigue Dinga Mbomi, président de la Ligue départementale de Brazzaville sont les deux candidats pour la succession du défunt président de la fédération. Rodrigue Dinga a déjà clairement affiché ses ambitions, assurer la continuité de la vision de Robert Jean Raphaël Massamba-Débat. « Nous nous inscrivons dans la continuité des actions de Robert Massamba Débat. On ne souhaite pas se voir dilapider son héritage bien au contraire, le bonifier, d'aller encore plus haut. En quatre ans de présidence, Robert Massamba Débat a hissé le sport de travail à un niveau de performance et d'exigence en deçà duquel nous ne pouvons plus aller », a déclaré Rodrigue Dinga Mbomi.

Sous la présidence du fils de l'ancien président de la République, les équipes de Brazzaville ont participé aux premiers championnats africains et aux premiers championnats d'Afrique de Futsal. Le Congo occupe la vice-présidence de l'Organisation du sport africain travailliste et amateur (Osta) et pilote la zone 4. « Nous le devons

à Robert Massamba Débat. Nous devons assurer la continuité de sa vision. Les trois ans passés à ses côtés, j'ai pu capter sa vision et où il voulait amener cette fédération », a-t-il soutenu.

Rodrigue Dinga Mbomi a bâti son programme de développement sportif en s'appuyant sur six axes. L'axe institutionnel consiste, selon lui, à renforcer les relations et l'étroite collaboration avec les ministères concernés. Le ministère des Sports doit avoir une parfaite visibilité de l'effectif de la fédération, de son programme d'actions et des moyens dont elle aura besoin pour l'accompagner. Le ministère de la Santé est aussi concerné parce que la fédération du sport de travail a pour mission de contribuer à l'amélioration de la santé des travailleurs. Et le sport fait partie de ses instruments. Les stratégies qu'il entend développer à la tête de la fédération feront d'après lui que les travailleurs congolais se portent mieux d'ici à quatre ans. Il a aussi promis collaborer avec le gouvernement pour appuyer son action. « Quand on parle de la fédération du sport de travail, il ne peut y avoir de l'action sans le ministère du Travail. Nous devons collaborer avec le gouvernement de manière générale parce que le président de



Rodrigue Dinga Mbomi/Adiac

la République a pris un décret qui institue la marche sportive chaque mois. Où en est l'application de ce décret. La fédération doit se saisir de cet instrument pour appuyer l'action gouvernementale », a-t-il souligné.

Sur son deuxième axe consacré à la gouvernance, il compte nettoyer la gestion axée sur les résultats avec l'établissement des processus administratifs financiers pour s'arrimer au standard de management financier classique

en insistant sur la bonne gestion. Il a aussi promis développer le partenariat financier grâce à la recherche des partenaires afin, dit-il, d'assurer la stabilité des ressources de la fédération dans le but de permettre à celle-ci d'avoir des comptes sains et un équilibre stable. Il n'a non plus oublié le partenariat extérieur.

« Nous avons la responsabilité de la zone 4. Le président Massamba Débat avait commencé à développer les relations de proximité avec l'ambassade de la RDC pour installer un bureau de la fédération de ce pays. Nous allons continuer sur cet axe. Au-delà des relations diplomatiques, on va aller chercher des partenariats à l'étranger parce que la coopération bilatérale est une réalité au Congo. Le Congo a de très bonnes relations avec de nombreux pays », a-t-il indiqué.

Rodrigue Dinga Mbomi envisage de multiplier durant son mandat des stratégies afin de gagner le pari d'une véritable implantation nationale de la fédération. « On va travailler pour que dans tous nos départements, nous ayons des représentations. Nous devons avoir la possibilité d'installer au moins quatre clubs des marcheurs par département. »

J.G.E.

## CAF/C1 ET C2

# Pas de préliminaires pour trois clubs congolais

Mazembe, V.Club et DCMP, trois des clubs congolais engagés en coupes africaines interclubs de football, sont exemptés du tour préliminaire.

La confédération africaine de football (CAF) a procédé, le lundi 9 novembre 2020 à partir du Caire en Egypte, au tirage au sort, par visioconférence, des clubs engagés en compétitions africaines interclubs pour la saison 2020-2021. Et les clubs représentatifs de la République démocratique du Congo à ces deux compétitions connaissent plus ou moins leurs prochains adversaires.

En Ligue des champions, le Tout-Puissant Mazembe, champion du Congo en titre et l'AS V.Club sont exemptés du tour préliminaire. Les Corbeaux du Grand Katanaga feront leur début en 16e de finale de la C1 face au gagnant du match de préliminaire entre les Zambiens de Forest Rangers et



TP Mazembe de Lubumbashi

les Gabonais d'AS Bouenguindi. Quant aux Dauphins Noirs de Kinshasa, ils seront confrontés aux vainqueurs

du match entre la formation burundaise «Le Messenger» et un club pas encore connu d'Eswatini.

En Coupe de la Confédération, le Daring Club Motema Pembe (DCMP), récupéré comme quatrième club

congolais car la Coupe du Congo de football n'avait pas été organisée à cause de la pandémie de covid-19, est exempté du tour préliminaire. Son entrée est donc prévue en 16e de finale de la C2 face au qualifié de la rencontre entre ASEC Mimosa de Côte d'Ivoire et Bravos de Maquis d'Angola. Enfin, l'AS Maniema Union commencera par le tour préliminaire de la C2 face à la formation de Bloemfontein Celtic d'Afrique du Sud. Les matchs aller de préliminaires de la Ligue des champions et de la Coupe de la Confédération sont programmés du 27 au 29 novembre, alors que les rencontres retour se joueront du 4 au 6 décembre 2020.

Martin Engimo

## NÉCROLOGIE



Irin Maouakany, agent des Dépêches de Brazzaville et les familles Moubano, Mampouya ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur fils et petit-fils Pachel Dieuville Moubano, survenu le 31 octobre 2020 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis n°204, rue Loubomo à Ouenzé Brazzaville. La date de l'inhumation sera fixée ultérieurement.

Freddy Okaro et famille, les familles Mvouma et Itoua Yombi ont le regret de faire part aux parents, amis et connaissances du décès de leur épouse, fille, petite-fille et nièce nommée Princia Merline Okanga Mboko, survenu le 9 novembre 2020, au CHUB. Le deuil se tient au n° 105, rue Equateur, non loin de l'arrêt de bus général Adoua et l'église catholique Saint Jean-Baptiste, à Talangai. Le programme et la date des obsèques seront communiqués ultérieurement.



Fidèle Mombouli, journaliste à Radio Congo et les enfants Akiana ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur père Akiana Jean, inspecteur de l'ex-ONPT à la retraite, survenu le 9 novembre 2020.

Le programme des obsèques se présente comme suit :  
Vendredi 13 novembre 2020 : départ du corps à Gamboma  
Samedi 14 novembre 2020 : messe en l'église protestante de Gamboma puis départ de la dépouille pour le cimetière familial au village Entala.



## AVIS DE RECRUTEMENT

Une société de la place procède à un recrutement de :  
une (1) assistance de direction, dix (10) gardiens de nuit et de jour, un (1) dresseur de chien et un(e) serveur.  
Dossier à fournir : Un CV, une demande manuscrite, un récépissé de l'ACPE (Ex ONEMO) et \*  
un certificat médical.

Pour plus de renseignement : 05 797 71 05  
06 980 67 05.

Mail : recrutementc24@gmail.com

Date de clôture le 16 Novembre 2020.

## SÉRIE «Sur le canapé» ouvre les portes du cinéma à Gaz Mawete

Le chanteur fait ses premiers pas dans l'univers du septième art au côté d'un partenaire qui, par contre, y a déjà des assises, en l'occurrence la charmante Daniela Bongongo. Cette dernière a de l'humour dans les veines, son autre talent auquel elle doit sa notoriété dans le milieu du rire congolais.

Habitué à amuser la galerie lors de ses séances de répétition, Gaz Mawete, humoriste à ses heures perdues, a sauté sur la proposition de jouer dans la série de Tosala Films. La jeune star de la chanson y a vu un nouvel espace d'expression d'un talent inné dont il gratifie déjà son entourage. « J'ai aimé, j'ai tout de suite adhéré », a-t-il confié au Courrier de Kinshasa. Son enthousiasme l'a même porté à contribuer à enrichir le scénario à sa manière et à incarner son rôle de jeune marié dans «Sur le canapé». Chose que nous a confirmée Daniela Bongongo qui, de son côté, a apprécié son personnage. « Je me sentais très à l'aise parce que, d'une part, je restais moi, Daniela Bongongo et, de l'autre, je devais jouer le rôle d'une jeune mariée, ménagère. Grâce à Gaz, j'ai bien pu rendre ce personnage parce qu'il me soutenait toujours, me donnait du punch, m'aidait beaucoup à rester dans mon rôle, à donner le plus. Être sur scène en s'amusant, c'est une posture que j'aime beaucoup parce qu'à ce moment-là, je peux exprimer la joie que je ressens, le bonheur ressenti près d'une personne que j'aime beaucoup parce que lui aussi exprime la même chose : la joie et le bonheur qu'il ressent », nous a-t-elle affirmé.

Pourtant, Daniela s'était montrée hésitante au départ, mais c'était sans compter avec la force de persuasion du producteur et porteur du projet. « Après avoir parlé



avec mon réalisateur, Emmanuel Lupia, j'ai décidé de franchir le pas. Je me suis armée de courage et je me suis dit, je vais y aller », a-t-elle dit. Quoiqu'il en soit, a-t-elle ajouté, « c'était plus facile à dire qu'à réaliser. Je me souviens que, un jour, une grosse discussion a éclaté sur le plateau du tournage entre les acteurs et la production. J'avais eu l'impression de voir un immeuble s'écrouler ce jour-là. Il m'a fallu supporter les douleurs de l'enfantement de «Sur le canapé», comme le font toutes les mères, j'ai pleuré ! Mais au bout du compte, j'ai accouché et aujourd'hui voilà le résultat : «Sur le canapé» est

sur vos petits écrans, sur Vodacom TV, etc. J'en suis vraiment contente ! »

### Rendez-vous de plusieurs ménages

Diffusé maintenant sur le petit écran, notamment sur B-One, «Sur le canapé» est un des rendez-vous cinéma de plusieurs ménages. Le premier test sur le public était l'avant-première, le 22 octobre à l'hôtel Sultani, sous les auspices du sponsor, Vodacom. Anxieuse quant à son retour, Daniela soutient : « Je n'avais aucune prétention. Je ne savais pas comment il allait réagir. Je stressais beaucoup. Je me demandais si le travail

abattu était bien fait. Est-ce assez drôle ? Est-ce que ça va faire rire ? Je posais cette question à tout le monde au point de stresser même les réalisateurs, le producteur et voire même mon manager que j'appellais tous les jours pour demander si le projet était à la hauteur, allait faire rire ? Atteindre son objectif ». L'échantillon des Kinois présent à l'avant-première a eu pour effet d'apaiser ses angoisses. « La réaction du public était juste waouh ! Il a adoré, aimé. Le public a applaudi, il a rigolé. Le rire que j'espérais, je l'ai obtenu. Le public a apprécié et il s'est marré. C'était juste waouh ! ».

Daniela Bongongo, la partenaire

de Gaz Mawete dans «Sur le canapé» est humoriste, mais aussi une actrice qui a déjà les pieds dans l'univers du cinéma en RDC. Elle a joué dans une série précédente, L'amour à 200 mètres de Canal+. « Le cinéma vient avant l'humour pour moi. L'humour m'a trouvé dans le cinéma, c'est là que j'ai commencé et non l'inverse. Ma première expérience sur un plateau de tournage date d'assez longtemps. J'avais saisi cette occasion pour montrer au réalisateur ce que je pouvais donner, ma capacité à entrer dans la peau du personnage que je devais jouer et d'assurer », a-t-elle dit.

Pour ce qui est de son ressenti vis-à-vis de «Sur le canapé», Daniela n'a pas tari d'éloges à propos de son partenaire, Gaz Mawete qui nous a dit la considérer telle « une petite sœur ». « Ce qui me plaît le plus dans ce rôle, c'est de travailler avec un artiste avec qui j'ai de très bons rapports dans la vie réelle. Gaz Mawete, c'est quelqu'un de très bien très gentil. Je dirais que c'est un ami, un conseiller et un frère. Je me sentais très, très à l'aise d'être à ses côtés, de tourner avec lui ». Comme quoi notre chanteur lui aurait donné la preuve de « la considération et du respect », qu'il nous a affirmé avoir pour l'actrice que du reste, il soutient connaître depuis longtemps. Dès lors, Gaz souhaite « longue vie à la série Sur le canapé » conçu, dit-il, pour être « un projet à long terme ».

Nioni Masela

## ACADÉMIE DES BEAUX-ARTS

### Collation de grades et clôture festives de l'année académique

Débutée sous une pluie finie, symbole de bénédiction, la double cérémonie du 6 novembre rehaussée par les ministre et vice-ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire, Thomas Luhaka, et Liliane Banga, a été marquée par la remise des diplômes à une centaine de lauréats finalistes de graduat et licence confondus.

Enfin, tout est bien qui finit bien, quand on pense que l'année académique 2019-2020 clôturée dans une liesse générale, on le comprend, a connu une interruption de quatre mois. Contre vents et marées, ainsi que l'a souligné le ministre Thomas Luhaka, l'Académie des beaux-arts (ABA) a tenu le pari de la mener à bon port après adaptation du calendrier perturbé par la pandémie de la covid-19 à ses réalités particulières.

La procession conduite par le directeur général Henri Kalama menant au podium bâti pour la cérémonie rendait l'image de son brillant leadership tel que souligné par la présidente des lauréats dans son discours et applaudi par le reste des finalistes. La proclamation des résultats en présence des parents et amis des lauréats face aux membres des corps académique et scientifique de l'ABA s'est déroulée dans une ambiance des plus festives. Heureux de recevoir leurs diplômes des mains de l'autorité de tutelle, les lauréats vêtus de leurs togas vertes exultant de joie les brandissaient non sans grande fierté à la vue de la grande



assemblée réunie dans le jardin de l'Académie.

### Une volonté d'acier

Henri Kalama a salué les énormes efforts des finalistes des arts plastiques et arts graphiques à travers leur volonté continuelle manifeste

d'acquérir les connaissances et les compétences pour lesquelles ils ont été gradués ou licenciés. Ce, a-t-il souligné, en dépit des « conditions souvent difficiles que la plupart d'entre vous ont connues et surtout le climat tendu à la suite de cette crise sanitaire » de la covid-19 qui

Des lauréats en liesse à la collation de grades (DR) n'a pas entamé l'énergie mise à « poursuivre et atteindre vos objectifs formatifs ». Et ils ont été soutenus par les parents qui se sont acquittés de leurs obligations en payant les frais dus à l'ABA.

Profitant de la belle occasion offerte par cette cérémonie, le directeur gé-

néral de l'ABA a brossé un tableau succinct des réalisations effectuées et en cours conformément à la feuille de route du comité de gestion. Il a à cet effet évoqué son leitmotiv basé sur l'amélioration constante de la qualité de l'enseignement dispensé, affirmant : « La qualité de l'enseignement ne se décrète pas, elle se construit ». Il s'agit notamment de la réhabilitation et rénovation des infrastructures visant, dit-il, « à améliorer les conditions de travail, d'apprentissage, d'études et de recherche scientifique ». Ce qui participe à « la redynamisation générale des activités » au sein de l'ABA. Dès lors, il est à considérer que « la construction, l'équipement et le fonctionnement de la salle de professeurs répond à cette vision ». Quant à l'avenir, il ne saurait être envisagé avec plus de sérénité sans noter le lancement de deux nouveaux départements, à savoir la Photographie et le Design. Ce, dès la nouvelle année académique 2020-2021 dont l'ouverture est annoncée au mois de décembre.

Nioni Masela

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## ISTM/Kananga met sur le marché de l'emploi plus de deux cents diplômés

Deux cent soixante-seize lauréats ont reçu leurs titres académiques (graduat et licence) au cours de la cérémonie de collation de grade organisée, le 7 novembre, à l'Institut supérieur des techniques médicales (ISTM)/Kananga dans la province du Kasai central.

Le décor a été bien planté dans la cour de l'établissement d'enseignement médical pour marquer d'une pierre blanche la double cérémonie de collation des grades académiques et de clôture de l'année académique 2019-2020 à l'ISTM-Kananga. Sur six cent quatre-vingts finalistes, deux cent soixante-seize soit 40% pour la quinzième promotion de graduat et sixième promotion de licence ont été à l'honneur. Ils ont reçu leurs diplômes sous les ovations de l'assistance composée en grande partie des membres de familles.

Dans son discours bilan, le directeur général du comité de gestion de cette institution, Pr Mukandu Basua Babintu Leyka a eu des mots justes pour remercier tous ceux qui ont contribué, d'une manière ou d'une autre, à la réussite de cette année académique et au bon fonctionnement de l'ISTM/Kananga. « C'est ici l'occasion de saluer les efforts consentis par les autorités publiques qui ont créé l'ISTM-Kananga afin d'offrir un cadre de formation universitaire fiable et viable à nos jeunes. Qu'ils trouvent ici l'expression de ma profonde gratitude », a-t-il déclaré. Et de rappeler que l'ISTM/Kananga auparavant extension de l'ISTM-Kinshasa en 2002 est devenu autonome en 2005. « L'ISTM-Kananga est aujourd'hui une des Institutions d'enseignement supérieur et universitaire qui offre un enseignement de qualité à la jeunesse de notre pays en général et à celle de la



Le DG de l'ISTM/Kananga, le Pr Mukandu Basua Babintu

province du Kasai central en particulier », a fait savoir le Pr Mukandu. Il a, par ailleurs, exprimé sa gratitude aux autorités politico-administratives de la province du Kasai central dont la présence à cette cérémonie est un réconfort moral et une marque d'attachement à la formation de la jeunesse de cette province ; aux différentes institutions médicales qui ont accueilli ces lauréats pour passer leur stage, à tous les corps académiques, scientifique et administratif de l'ISTM-Kananga pour le travail abattu dans un contexte extrêmement difficile, celui de covid-19 ; aux parents qui se sont dépensés pour encourager leurs enfants pendant ces moments difficiles de covid-19 à fréquenter

l'ISTM-Kananga malgré leurs difficultés quotidiennes.

Au chef de l'Etat, le Pr Mukandu lui a rendu un vibrant hommage pour son programme social qui se fonde sur la cohésion sociale, l'Etat de droit et l'invitation à la jeunesse à se prendre en charge. Durant l'année qui vient de s'achever, le comité de gestion de l'ISTM-Kananga, soucieux de la bonne formation de ses étudiants, a axé sa gestion sur trois axes, à savoir l'enseignement, la recherche et le service à la population. Pour ce qui est de l'enseignement, le DG de l'ISTM/Kananga a affirmé que le comité de gestion entend améliorer la qualité de l'enseignement en exploitant trois aspects, notamment le personnel, les

apprenants et le cadre de travail. Pour ce qui de la recherche, l'action du comité de gestion conduit par Mukandu Basua Babintu se focalise sur l'emploi rationnel des assistants de recherche et de pratique professionnelle en mettant en place un programme de renforcement des capacités ; la création d'une revue scientifique pour faciliter les publications du personnel scientifique ; l'équipement progressif de la bibliothèque, et la création d'un site Internet pour renforcer la visibilité de l'ISTM-Kananga à l'échelle internationale.

Outre la formation des étudiants, l'ISTM/Kananga, qui compte conformément à son dernier axe sur le service à la population, « entend ouvrir dans les jours

qui viennent un centre médical qui devra couvrir les besoins de santé du personnel et de la population du Kasai central. Le processus d'achat d'une parcelle pour cette fin a abouti. Ce centre médical sera ainsi érigé dans une parcelle qui appartient à l'ISTM-Kananga », a rassuré le n°1 de cette formation d'enseignement médical.

## Lutte contre les antivaleurs

Depuis son avènement, le comité de gestion, a indiqué le Pr Mukandu, s'engage dans la lutte contre les antivaleurs, notamment la corruption, l'immoralité, le harcèlement sexuel, le favoritisme, le trafic du sexe pour l'obtention des points et autres. « Grâce à cette lutte, je n'ai pas peur de vous signaler que les enseignements se sont déroulés dans un climat serein. Un cas isolé signalé lors de la session de février a été sanctionné conformément aux textes qui nous régissent », a-t-il dit. Pour l'année académique 2019-2020, le comité de gestion a ouvert de nouvelles filières : l'hygiène et assainissement, l'anesthésie et réanimation et la pédiatrie. Plusieurs réalisations entrent à l'actif du comité de gestion, notamment l'équipement de la salle informatique, la mise en place d'une police universitaire pour assurer la sécurité, la construction de nouveaux auditoires et la construction d'un pont pour faciliter aux étudiants l'accès au site universitaire.

Blandine Lusimana



**MEILLEURS  
PRODUITS  
D'ASSURANCES  
AUX MEILLEURS  
PRIX**

**SOCIETE YA BISO  
MOKO BANA MBOKA**

**SOCIETE YA BISO  
MOKO BANA MBOKA**



Assurance automobile



Assurance incendie



Assurance tous risque chantier



Assurance incendie



Assurance tous risque chantier



Assurance voyage

**PLUS DE 50 ANS DE METIER,  
LEADER DES ASSURANCES**

EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE

## ENTREPRISES PUBLIQUES

## La Sonahydroc parmi les sociétés bien cotées

Les actions menées par l'actuel comité de gestion auraient non seulement augmenté le rendement de l'entreprise mais également amélioré la situation sociale de son personnel.

Des agents et cadres de la Société nationale des hydrocarbures du Congo (Sonahydroc) dénoncent des actes de sabotage de certaines personnes internes à cette entreprise, qui tendent à saper les actions menées par le comité de gestion à la tête de leur société. Dans leur réaction contre ces actions qu'ils pensent de nature à annihiler les efforts de redressement de leur entreprise et à bloquer son développement, ces agents et cadres de la Sonahydroc indiquent, en effet, que cette société est aujourd'hui parmi les entreprises publiques les mieux gérées. « La Sonahydroc avait beaucoup de dettes estimées à plus des douze millions de dollars américains. Aujourd'hui le personnel respire parce que le comité de gestion conduit par l'Ingénieur Hubert Miyimi Muwawa a payé la grande majorité de ces dettes dont le reliquat est maintenant évalué à près de deux millions de dollars seulement, en plus de l'apurement des plusieurs mois d'arriérés de salaire laissés par ses prédécesseurs », a expliqué



un cadre de la Sonahydroc sous le sceau de l'anonymat. Une campagne de diabolisation Dans les explications sur le climat que cette situation tend à imprimer au sein de la société, ces agents et cadres de la Sonahydroc dénoncent cette campagne de diabolisation menée

Le DG de la Sonahydroc, l'Ir Hubert Miyimi/DR à partir de l'interne, en vue de faire échouer l'équipe à la tête de la Sonahydroc dont la gestion « orthodoxe » fait de l'Ir Hubert Miyimi et Louis Gérard Vununu di Makwala des managers les mieux cotés du pays. Relevant les mérites du comité qui dirige la Sonahydroc dont l'augmenta-

tion du rendement de la société et l'amélioration des conditions de vie et de travail de son personnel, ces agents et cadres notent que le personnel de la Sonahydroc se reconnaît dans l'actuel comité de gestion. « Les actions menées sont palpables. Mais les mécontents sont contre l'actuel comité de gestion parce que ce dernier a bloqué certaines ouvertures qui leur permettaient de s'approvisionner impunément dans les caisses ou sur le compte de l'entreprise », a indiqué un directeur à la Sonahydroc, qui salue les efforts fournis par la direction générale encadrée par le conseil d'administration. « Depuis qu'il est à la tête de la Sonahydroc, le directeur général Hubert Miyimi et son adjoint, Louis Gérard Vununu, ne cessent de fignoler des stratégies pour matérialiser la vision du chef de l'Etat dans notre société », avait indiqué le président de la délégation syndicale de cette société, Baba Mutima Mbo, à nos confrères de Cas-info, abondant dans le même sens que ses pairs. Tout,

a-t-il indiqué, était à l'arrêt à son avènement en juillet 2017. La société était presque en faillite et le personnel avait accumulé plusieurs mois d'arriérés de salaires. Son combat a sorti la Sonahydroc d'un gouffre financier. Cette réaction du personnel de la Sonahydroc a donc coupé court à ces actions menées depuis un certain temps par des personnes internes qui s'évertuent à donner une image négative de cette entreprise publique et à saper la réputation des membres de son comité de gestion, alors que la société est déjà sortie du gouffre dans lequel elle se trouvait à la venue de ses actuels dirigeants. « Nous pensons que si tout le personnel met de côté des intérêts égoïstes et appuie les actions menées par l'actuel comité de gestion, la Sonahydroc va définitivement sortir de la liste des canards boiteux dans laquelle se trouve les entreprises publiques du Congo », ont souligné ces cadres et agents de la Sonahydroc, qui salue ainsi ces efforts que certains tendent à annihiler.

Lucien Dianzenza

## RÉFORME DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

## Le Pnud octroie du matériel informatique à l'Onat

La remise de ce don a eu lieu au siège de l'Observatoire national de l'aménagement du territoire (Onat) dans la commune de la Gombe.

Le ministre de l'Aménagement du territoire, Aggée Aje Mtembo Toto, a réceptionné symboliquement cette dotation composée de cinq ordinateurs portables et leurs accessoires ; deux ordinateurs fixes de grande performance et leurs accessoires ; un Plotter (imprimante) et des cartouches ; deux imprimantes multifonctionnelles grand format et leurs cartouches ; un rétroprojecteur et ses accessoires ; trois onduleurs ; un lot des rouleaux de papier spécial le « Plotter » et quatre téléphones portables pour la collecte et le transfert des données des mains du représentant résident adjoint du Pnud, Etienne de Souza. Cela peu avant la signature de l'acte de remise des équipements. Pour sa part, Aggée Aje Mtembo Toto a remis cet équipe-

ment au directeur administratif et financier, Isidore Bontole, représentant le secrétaire général à l'Aménagement du territoire qui, à son tour, les remettra au coordonnateur de l'Onat, Alinga Moke lui demandant d'en faire bon usage. Bénéficiaire final, le coordonnateur de l'Onat a promis de bien utiliser ce matériel. « Nous vous garantissons que nous allons utiliser ce matériel en bon père de famille. Nous sommes disposés de nous mettre à l'œuvre pour commencer la grande bataille afin d'éliminer les disparités dans nos espaces », a-t-il rassuré. Le ministre de l'Aménagement du territoire a rappelé que le programme de la réforme fait partie des interventions prioritaires du Fonds national Redd de la RDC. L'objectif de cette

réforme est de doter le pays des outils de planification spatiale, notamment la politique nationale de l'aménagement du territoire, la loi relative à l'aménagement du territoire, le schéma national d'aménagement du territoire et les guides méthodologiques. Dans le cadre de la mise en œuvre de ces outils, il est prévu la création de l'Onat. Dans le souci de renforcer les capacités de ce service, a indiqué Aggée Aje Matembo, le Pnud vient de mettre à sa disposition du matériel que j'ai eu le privilège de réceptionner en ma qualité de ministre de l'Aménagement du territoire. « J'exhorte les utilisateurs de cet équipement d'en faire bon usage au service de la République », a-t-il recommandé tout en demandant aux gouverneurs de provinces de collaborer avec le ministère de l'Aménagement du territoire via l'Onat pour la gestion de l'espace et la formation de leurs agents. Il a, par ailleurs, annoncé le lancement prochain de la campagne de sensibilisation de la politique nationale de l'aménagement du territoire.

Blandine Lusimana

## KINSHASA

## La FBCP dénonce la tentative d'enlèvement d'Emmanuel Adu Cole

L'ONG de défense des droits de l'Homme dit attendre des autorités politico-administratives et sécuritaires d'assurer pleinement la sécurité de son président et de ses collègues.

La Fondation Bill-Clinton pour la paix (FBCP) dénonce la tentative d'enlèvement de l'activiste des droits de l'Homme et son président, Emmanuel Adu Cole, par des hommes en tenue civile à bord d'une jeep Pajero 4x4 de couleur bleue. Selon cette ONG, ces faits se sont déroulés le 9 novembre à 18h30 entre les avenues Shaba et Gambela à leur croisement avec l'avenue Victoire, dans la commune de Kasa-Vubu.

La FBCP a fait, en effet savoir que son président Emmanuel Adu Cole, qui revenait d'une réunion avec le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) et son partenaire ADSSE, tenue dans la commune de Ngaliema, pour préparer l'activité de seize jours d'activisme, avait également eu une séance de travail dans la commune de Kasa-Vubu, avec le président de la communauté nationale nigérienne en RDC, John Obi. C'est dans son chemin de retour à domicile qu'une personne descendue de la jeep qui s'est arrêtée devant lui l'a interpellé, par son nom, pour savoir où il allait. Pendant leur discussion, explique la FBCP dans un communiqué du 10 novembre signé par Me Charlene Yangazo, deux autres personnes seraient descendues de la jeep pour lui forcer de prendre place à bord. « Il avait crié au secours, et il a eu la vie sauve grâce à l'intervention des passants. Mais il était blessé au genou droit et il est en train de prendre des soins dans un hôpital de la place », a expliqué l'ONG dans ce communiqué. Et de noter que les agresseurs d'Emmanuel Adu Cole ont réussi à emporter ses trois téléphones portables, l'argent et son sac contenant les documents importants.

La FBCP rassure, par ailleurs, qu'elle ne cessera jamais de continuer à mener son action de défense en faveur de l'humanité tout entière sans faille, malgré les intimidations et menaces d'enlèvement ou de mort contre ses membres et son président. Elle demande aux autorités politico-administratives et sécuritaires d'assurer pleinement la sécurité de son président et de tous ses collègues défenseurs des droits de l'Homme.

Il est rapelé que la FBCP mène, depuis un certain temps, un plaidoyer en vue de l'amélioration des conditions carcérales ainsi que de travail des magistrats et du personnel de la justice. Tout en dénonçant des morts à répétition dans les prisons et maisons carcérales à travers le pays à cause de la promiscuité et de mauvaises conditions d'hygiène, le manque de nourritures et de médicaments, l'ONG rapelle aux autorités politiques et judiciaires les décisions prises par le chef de l'Etat pour le désengorgement des prisons dans le cadre de la riposte à la covid-19. La FBCP plaide également pour la libération de certains prisonniers et détenus préventifs qui auront déjà purgé leurs peines ou qui sont bénéficiaires de la grâce présidentielle ou encore dont les dossiers comportent des irrégularités.

L.D.

« Nous vous garantissons que nous allons utiliser ce matériel en bon père de famille. Nous sommes disposés de nous mettre à l'œuvre pour commencer la grande bataille afin d'éliminer les disparités dans nos espaces »



## ADIAC NEWSLETTER

L'information du Congo  
et de sa région en **UN CLIC!**

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter  
et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

**ABONNEZ-VOUS  
GRATUITEMENT**

SCANNEZ  
LE QR CODE

[www.adiac-congo.com/content/newsletter](http://www.adiac-congo.com/content/newsletter)

Enter votre adresse email

VALIDER

AGENCE D'INFORMATION  
D'AFRIQUE CENTRALE

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso  
Brazzaville - République du Congo  
(+ 242) 05 532 01 09  
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

**CIRCULATION ROUTIÈRE**

# Les feux de signalisation de la ville océane bientôt remis en service

Hors service depuis quelques années, les feux tricolores fonctionneront d'ici peu à travers les principales artères de la ville côtière.

Environ une vingtaine des carrefours de la ville seront dotés des feux tricolores intelligents. Leur remise en fonction réduira certainement les embouteillages fréquemment observés dans la ville. En plus de la réhabilitation de

ces feux, le projet prévoit également l'aménagement des casis ralentisseurs couramment appelés dos-d'âne sur certaines voies bitumées, notamment sur l'avenue Joseph-Sinald, la route Aéro Service dans le 1<sup>er</sup> arrondissement; les avenues Bouan-

ga-Kalou et Sainte-Bernadette, dans le 2<sup>e</sup> arrondissement; l'avenue de la Liberté à Vougou, dans le 3<sup>e</sup> arrondissement; les avenues Mgr Ernest-Kombo et Maurice-Mountou-Sambou dans le 4<sup>e</sup> arrondissement; la rue Kouboukouta, la zone Manguié à Siafoumou, l'avenue des Mwéni (Voie d'accès au CEG Mbota-Raffinerie), l'avenue Marcel-Tchionvo, la rue Tchiboul'Ngoma, la zone Makayabou-Zéphirin dans le 5<sup>e</sup> arrondissement.

Dans le cadre de ce projet, des arrêts de bus seront également placés sur le boulevard Moe-Kaat-Matou, entre le rond-point de la République et le rond-point Kassai. Selon la direction départementale des Transports terrestres, le non-fonctionnement de ces feux cause souvent des embouteillages et des accidents dans la ville.

*Séverin Ibara*



Des feux de signalisation hors service

**RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

# Alain Mounana se chargera de la valorisation des résultats



Guy Alain Mounana est désormais chef d'antenne de l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche de Pointe-Noire, une structure sous tutelle du ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique. Il aura pour missions de contribuer à l'essor de créativité et d'inventivité des chercheurs et des innovateurs. Par ailleurs, il sera question pour lui de valoriser les résultats de la recherche et de l'innovation.

Après son installation, le responsable départemental de l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche a promis se mettre résolument au travail de sorte à être à la hauteur des attentes. En rappel, l'agence dont il est question qui ne tenait en compte que la valorisation des résultats de la recherche a subi une modification par la loi n° 28-2020 du 17 juin 2020, pour intégrer l'aspect innovation dans ses missions scientifiques.

*Rominique Makaya*

**DISPARITION**

# Le journaliste Appolinaire Mavoungou Makosso s'en est allé

Présentateur des journaux en langues nationales et animateur d'antenne à Radio Congo Pointe-Noire, Appolinaire Mavoungou Makosso est décédé le 9 novembre à des suites d'une longue maladie.

Dès son jeune âge, Appolinaire Mavoungou Makosso a été attiré par le métier du journalisme qu'il a pratiqué comme stagiaire à Radio Congo dans les années 90 avant de venir assouvir sa passion à la chaîne départementale de Pointe-Noire et du Kouilou. À la rédaction de Radio Pointe-Noire, il s'est fait remarquer par son aisance dans la présentation des journaux en langue kituba et dans les reportages. Lors des retransmissions en direct des grands événements se déroulant dans la ville océane tel le défilé du 15 août et d'autres événements majeurs, ses commentaires assaisonnés d'un brin d'humour ont toujours été appréciés par les auditeurs sans oublier ses digressions intelligentes dont il avait le secret.



En 29 ans de carrière, Appolinaire Mavoungou Makosso s'est illustré dans le journalisme comme un professionnel modèle et dévoué toujours au service du public. Conseiller à la communication auprès du roi Moe Makosso IV, Appolinaire Mavoungou Makosso a aussi travaillé dans l'équipe de la communication de Christian Ernest Makosso, le député de Tchiamba Nzassi, et Alexandre Mabilia, l'actuel président du Conseil départemental du Kouilou.

Souriant, jovial et humoriste, Appolinaire Mavoungou Makosso s'est aussi fait remarquer en pratiquant le théâtre au sein de la troupe Atandelé de Radio Congo Pointe-Noire aux côtés de Joël Missamou, Sans Pause, Papa Mandevu, Fifi, Bijou, Elion Sakana, Bernadette Mouvinga, Mantsanga...

*Hervé Brice Mampouya*

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS



**Un Espace de Vente**  
Une sélection unique de la  
**LITTÉRATURE CLASSIQUE**  
(africaine, française et italienne)  
Essais, Romans, Bandes dessinées,  
Philosophie, etc.












**Un Espace culturel pour vos Manifestations**  
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces  
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

**Brazzaville :** 84 bd Denis Sassou N'Guesso  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo

**Horaires d'ouverture:**  
Du lundi au vendredi (9h-19h)  
Samedi (9h-13h)



## LIVRE

# Ninos Romaric Ezéchias Ngouama présente son ouvrage

« L'urgence de préparer l'Eglise à l'enlèvement » a été dédié le week-end dernier à la Bibliothèque nationale à l'occasion de la célébration de la journée internationale de l'écrivain africain.

La communauté littéraire universelle a comme d'habitude rendu hommage à l'écrivain africain. Au Congo, la célébration de cette année a connu une touche particulière donnant un éclat étincelant à l'événement avec la présentation et dédicace du livre du prophète Ninos Romaric Ezéchias Ngouama, « L'urgence de préparer l'Eglise à l'enlèvement ».

Cet ouvrage de cent pages paru aux éditions Luzabusu est constitué de quatre chapitres, à savoir Un dernier avertissement à l'humanité : Dieu parle encore pour la toute dernière fois ; Quelques signes qui nous indiquent ; Les gens seront dans l'abondance ; et Il faut un nouveau vent de réveil pour notre époque.

« Avons-nous raté l'enlèvement ou sommes-nous en train de l'attendre ? L'anti-Christ que les écritures nomment la bête, a-t-il déjà fait son entrée dans la scène mondiale ? A-t-il déjà installé son trône sur la terre ? Si oui, donc l'enlèvement a déjà eu lieu et tous les chrétiens sont



restés ! Si non, alors l'urgence de préparer l'Eglise à l'enlèvement s'impose », peut-on lire à la quatrième de couverture.

Dans son mot d'usage, l'auteur, le prophète Ninos Romaric Ezéchias Ngouama a évoqué les difficultés rencontrées quant à la rédaction de ce livre. C'est une bataille d'esprit, dit-il, pour ce projet datant de plusieurs années. En effet, c'est en 2006 qu'il a eu la vision d'écrire ce livre. Le Seigneur lui a parlé

et recommandé de l'écrire. Marraine de cette cérémonie de dédicace de l'un des tout derniers fleurons de la littérature congolaise, le prophète des Nations, Annie Carmelle Eyenga Otto Mbongo, a profité de l'occasion pour saluer et louer ces hommes et femmes qui prennent la plume pour représenter leurs pensées, leur inspiration par des signes graphiques conventionnels destinés à transcender le temps et les générations.

La présentation du livre (crédit photo/Adiac)

« Sachez qu'en produisant des œuvres d'esprit, vous avez fait un choix noble, un choix ennoblissant, un choix humanisant, car seul l'esprit, en dehors du langage articulé, distingue l'être humain de tout autre être animé. Vous avez démontré à suffisance qu'à l'homme, il ne peut rien avoir de plus utile que l'homme comme le pensait déjà le philosophe Spinoza », a-t-elle déclaré.

Ajoutant que le choix des

écrivains, poètes, penseurs, créateurs d'œuvres d'esprit, est d'autant plus noble, louable, et admirable qu'il le propulse incontestablement dans l'éternité. Elle s'est appuyée sur des écritures saintes dans le livre des Psaumes 112 : 6 ; « on fera aussi toujours mémoire de l'écrivain que vous êtes », dit-elle.

De nationalité congolaise, Ninos Romaric Ezéchias Ngouama, né le 15 décembre 1984 est détenteur de plusieurs prix nationaux et internationaux, parmi lesquels, « Le Grand clerc de la Nation » décerné par l'État congolais. Prophète, coach pluridisciplinaire, il est ministre chanteur de plusieurs textes engagés. Conférencier international, Ninos Romaric Ezéchias Ngouama est aussi membre de plusieurs réseaux internationaux, membre du conseil pastoral, et pasteur principal de l'assemblée chrétienne Cité du Roi des rois à Pointe-Noire. Il est père de plusieurs enfants.

**Bruno Okokana & Kesnov Medurin Ngoulali**

## FESTIVAL BILILI BD

## La 5<sup>e</sup> édition prévue du 1<sup>er</sup> au 5 décembre

Depuis 2016, à l'orée de la fin de l'année, le festival de bande dessinée « Bilili BD » annonce ses couleurs. Placée sous le thème « Le monde de demain : hyper connecté ou hyper isolé », sa 5<sup>e</sup> édition explorera particulièrement le monde post-Covid-19, un monde de fractures diverses caractérisé par la distanciation, les gestes barrières et la communication virtuelle amplifiée.

A chaque début du mois de décembre, le festival Bilili BD emmène le public brazzavillois, fan de cet univers, à la rencontre et la célébration des auteurs de bande-dessinée. La crise sanitaire liée au coronavirus rend particulièrement complexe la tenue physique du festival Bilili BD cette année. « En cette période de crise sanitaire liée à la Covid-19, il est difficile de continuer à exister dans le milieu culturel. C'est la raison pour laquelle cette édition se fera principalement en ligne, mais aussi de façon physiquement restreinte chez notre partenaire de toujours, l'Institut français du Congo, si d'ici à décembre, toutes les conditions sont réunies pour sa tenue physique », a déclaré Elyon's, fondatrice du festival.

Centrée sur le monde de demain avec tous les effets engendrés par la pandémie de coronavirus, la cinquième édition du Bilili BD festival est un appel à la résilience et la résistance à la création malgré le règne de cet ennemi invisible mais redoutable. Et malgré les frontières fermées dans plusieurs

pays, le confinement, le couvre-feu et autres obstacles à un retour normal à la vie sociale, le festival a annoncé la participation des invités issus de plusieurs pays tels : le Congo-Brazzaville, la République démocratique du Congo, le Cameroun, le Niger, la Côte d'Ivoire, la République centrafricaine, la France, la Grande-Bretagne, le Danemark, la Belgique et le Canada. A en croire Elyon's, « ces invités ne pourront pas être là physiquement pour la plupart, mais ils seront là en ligne pour des masterclass, conférences, rencontres-débats, jury de concours BD et cosplay... ».

A ce propos, elle appelle chaque participant physique au festival à plus de responsabilité que les années précédentes, en ce qui concerne le couvre-feu, respect des mesures barrières, port du masque et l'utilisation fréquente du gel hydro-alcoolique pour s'assurer de toute prévention au virus. « Nous réfléchissons plus que jamais à un système garantissant votre sécurité sanitaire, mais sans votre propre hygiène et discipline person-

nelle, il sera difficile d'y arriver », a souligné la promotrice du festival.

**Des concours pour agrémenter le festival**



Dans le cadre de la 5<sup>e</sup> édition de Bilili BD Festival, deux concours ont été mis en place, à savoir le concours de bande dessinée et cosplay. Ils visent à encourager, révéler et récompenser les talents bruts, amateurs, semi-pro ou professionnels aux métiers exigeants et très codifiés de ces deux disciplines artistiques.

Les concours de BD et cosplay sont réduits à deux catégories : ado pour les 10 à 16 ans et adultes, pour les 17 ans et plus. La participation, en solo ou en groupe, est gratuite et chaque proposition soumise, au plus tard le 20 novembre, doit faire preuve d'originalité et de créativité. Les premiers de chaque catégorie pourront, en plus de nombreux lots, repartir avec une petite enveloppe.

A cause de la pandémie qui frappe le monde entier, les mesures sanitaires de plus en plus contraignantes et toute la bonne volonté des organisateurs de ce festival, le concours de jeux vidéo est reporté à l'édition prochaine, en 2021.

**Merveille Atipo**